

AHMED OUYAHIA :

«Tout consensus avec l'opposition est impossible»

Ahmed Ouyahia estime qu'un consensus avec l'opposition est «impossible» du fait qu'elle s'est elle-même exclue du processus de concertation autour du projet de révision de la Constitution.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une fois de plus, le secrétaire général intérimaire du RND n'a pas été du tout tendre à l'endroit de l'opposition, notamment celle regroupée au sein de l'instance de concertation et de suivi de l'opposition issue de la fameuse conférence de Zéralda du 10 juin 2014. S'exprimant, avant-hier jeudi, à l'ouverture d'une session ordinaire du conseil national du parti, Ouyahia a relevé l'entêtement de certains à récuser le projet de révision de la Constitution qu'ils auraient dénoncé même s'ils en étaient les auteurs, estimant, dans ce sillage, que tout consensus est impossible avec ceux qui ont boudé les concertations autour dudit projet qu'il a lui-même pilotées à un certain moment.

Ne s'arrêtant pas là, le patron intérimaire du RND considérera que la constitutionnalisation d'une commission de supervision des élections, qui constitue la revendication phare de ce pan important de l'opposition

avant l'engagement de tout processus de dialogue d'avec le pouvoir, n'est pas suffisante pour assurer la stabilité du pays. Et de s'en remettre à la demande formulée récemment en Tunisie pour de nouvelles élections même si c'est une commission indépendante qui a supervisé le processus électoral au lendemain de la révolution des Jasmins.

Plus acerbe encore, le chef intérimaire du RND invitera cette opposition, qui «à partir de ses salons et dans ses rencontres s'interroge sur le sort des 800 milliards de dollars dépensés depuis l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika à la tête du pays, à trouver les réponses «chez les familles relogées, les jeunes employés et les parents des écoliers». S'appesantissant sur le projet de la nouvelle Constitution, Ouyahia traitera tout particulièrement du fameux article 51 avec la vive polémique qu'il suscite. Et à ce titre, il argumentera son approbation de

cette disposition qui exclut les binationaux de tout haut poste de responsabilité. Et d'ironiser, dans une allusion à peine voilée à l'encontre du frère ennemi, le FLN, farouchement opposé à cet article, en qualifiant ces manœuvres de haut niveau qui participent à «alimenter le flou et le doute», et passent sous silence, selon lui, «toutes les autres avancées en termes de démocratie» que ce texte apporte.

Pour lui, l'article 51 n'empêche nullement les Algériens résidant à l'étranger de briguer des hauts postes de responsabilité. «Celui qui veut être ministre, ambassadeur, wali... n'a qu'à rendre son passeport étranger», affirmera Ouyahia pour qui le nombre des binationaux intéressés par des postes de responsabilité dans le pays est «insignifiant».

Sur un autre registre, le conseil national du RND, à l'issue de ses travaux clôturés hier vendredi, a arrêté la date du prochain congrès extraordinaire du parti. Celui-ci se déroulera du 5 au 7 mai prochain et une commission nationale chargée de la préparation de ce rendez-vous organique, présidée par le secrétaire général par intérim du parti, a été ins-



Photo : Newpress.

Ouyahia a relevé l'entêtement de certains à récuser le projet de révision de la Constitution.

tallée à la même occasion. Composée notamment des membres du secrétariat national du parti, des ministres militants du RND ne siégeant pas au secrétariat national et des délégués des wilayas et des circonscriptions de la communauté nationale à l'étranger à raison de la

moitié des représentants de la wilaya et de la circonscription au conseil national, cette entité devait tenir sa toute première réunion hier pour procéder entre autres à l'adoption de son règlement intérieur et arrêter sa feuille de route.

M. K.

MOHCINE BELABBAS À PROPOS DE NORDINE AÏT HAMOUDA :

«Pas de super-militant au RCD»

Le RCD applaudit la dissolution du DRS et son remplacement par le DSS, tout en exprimant sa vigilance afin d'éviter que cette initiative ne demeure que «formelle» comme, du reste, c'est le cas du nombre de démarches.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une attitude sans surprise est donc attendue de la part d'un parti qui, ces derniers temps, a fait de la dissolution de la police politique un de ses mots d'ordre. Se félicitant, donc, que cette exigence, qui est sienne, ait fini par s'imposer au moins dans la forme, le président du RCD a invité à la vigilance pour «obtenir que les services de renseignements soient une structure en charge de la sécurité de la nation, mise sous contrôle d'un pouvoir politique légitimé par une élection transparente».

Ce dont Mohcine Belabbas, qui s'exprimait, hier vendredi, à l'ouverture des travaux d'une session ordinaire du Conseil national du parti, est certain, affirmant que «ce jour arrivera», ajoutant que ce n'est qu'à ce moment-là que «nous pourrions dire alors que l'Algérie est rentrée dans l'Histoire», non sans relever que «ce sera en grande partie grâce à notre combat».

Ceci comme pour signifier que «le RCD n'est pas seulement une force de contestation mais aussi producteur d'idées et de solutions», «n'ayant pas attendu l'éclatement au grand jour de la crise pour appeler à sortir par le haut le pays d'un statu quo mortel par l'organisation d'une période de transition négociée et graduelle».

Abordant le projet de révision de la Constitution, le président du RCD estimera qu'il ne constitue «ni la réponse la plus adaptée à la conjoncture ni une offre politique à même de provoquer un intérêt pour un compromis fédérant les énergies autour de l'élaboration d'une matrice consensuelle».

Et de passer en revue certaines de ses dispositions qui suscitent polémique dont, notamment, le fameux article 51 qui «stigmatise des Algériens vivant à l'étranger» introduits et sonne comme «la condamnation d'une frange de la société dont les compétences, les moyens et les relations peuvent permettre d'éviter un effondrement que tout annonce». Une marginalisation de citoyens contraints à l'exil par des conditions politique, économique et sociale délétères est «une première dans les annales



Photo : DR

Mohcine Belabbas.

nationales», ajoutera-t-il. Autre signe de ce que le RCD considère comme une «tentation tactique qui handicape ce projet de Constitution :

«La manœuvre qui entoure l'officialisation de la langue amazighe», affirmera Belabbas pour qui, «au-delà de l'avancée symbolique contenue dans ce texte, l'annonce d'une hiérarchie entre deux langues officielles signe la volonté de surfer sur un climat politique instable.» Estimant qu'une langue officielle est, par définition, la langue de l'Etat et de ses institutions, le président du RCD soutiendra que «l'évacuation de cette langue dans les constantes nationales livre le maigre acquis symbolique aux aléas du moindre amendement constitutionnel».

Pas de «super-militant» au RCD

S'exprimant, pour la première fois, sur l'affaire Nordine Aït-Hamouda, le président du RCD affirmera, dans une déclaration en marge des travaux de cette session du conseil national du parti, «ne pas se substituer aux prérogatives» du bureau régional du parti au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou. Ce qui sonne comme un appui au rappel de cette instance locale du

parti, qui avait, il y a quelques jours, dénoncé la campagne menée par l'ex-député contre le candidat du parti, au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'opération du renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, fin décembre dernier. Ceci non sans rappeler que Nordine Aït Hamouda «n'était plus militant du parti depuis 2012» et qu'à ce titre, n'avait pas à agir au nom du RCD.

Affirmant qu'au RCD, «il n'y a pas de «super militant», Belabbas soutiendra que le mot d'ordre de participation à ces sénatoriales partielles a été «entériné par le Conseil national» et que, pour ce faire, des primaires ont été organisées pour désigner les candidats du parti. Ce qui constitue «une première dans les mœurs politiques du pays», s'enorgueillit-il, précisant que participer à cette élection coulait presque de source puisque le parti avait pris part au double scrutin local du 29 novembre 2012.

M. K.

ENTERREMENT DE ABDELHAFID YAHA À TAKHLIDJT AÏT ATSOU

Hommage à la hauteur de l'homme

L'homme d'honneur et au résistant impénitent Abdelhafid Yahya, dit Si l'Hafid, commandant de l'ALN et membre fondateur du FFS a été enterré, chez lui, à Takhlidjt Ath Atsou, un village de haute montagne dans la commune d'Iferhounène blotti au creux du majestueux Djurdjura en présence d'une foule nombreuse venue faire ses adieux à l'homme vertueux et au résistant impénitent qui a été de tous les combats, avant et après l'indépendance de l'Algérie.

Le commandant Si l'Hafid, c'est son nom de guerre, a eu droit à des hommages de tous les superlatifs, à la hauteur de l'homme du peuple humble, vertueux et altruiste, qualité qu'il a cultivée durant les années passées au maquis. Des qualités saluées par la grande foule d'anonymes et de citoyens venus, pour la plupart, de plusieurs villages de Kabylie. Il y avait aussi ses compagnons d'armes dont les témoignages émouvants sur les

qualités humaines et les faits d'armes ont arraché des larmes à plus d'un. Des anciens moudjahidine qui l'ont côtoyé dans les maquis de Tizi-Ouzou, région de la Wilaya III historique, ont, tour à tour, évoqué celui qui a accompagné et sécurisé avec les djounouds qui étaient sous son commandement Abane Ramadane à partir Aïn El Hammam vers Ifri-Ouzellaguène, pour la tenue du Congrès de la Soummam, les nombreux accrochages auxquels il a pris part dans les maquis d'Aït Oubane, les nombreuses et délicates missions qui lui ont été confiées par le colonel Amirouche.

«Si l'Hafid a marqué l'Histoire de son empreinte ; il a laissé son parcours comme héritage», dira, en substance, l'un de ses anciens compagnons d'armes. Il y a, bien sûr, l'autre versant de l'engagement de Si l'Hafid qui a juré fidélité aux sacrifices des martyrs et pour qui les enfants et les veuves

devaient être protégés. A cette capacité de se dévouer aux autres, s'ajoute le combat de celui qui s'est engagé très tôt dans le mouvement national «ce qui lui a permis d'avoir une conscience politique très aiguisée», nous confiera son fils Bachir, et qui n'a pas accepté la fatalité de la dictature qui s'est installée juste après l'indépendance du pays. Si l'Hafid s'est levé contre le délitement des idéaux de la Révolution. Il participera à la création du FFS, en 1963.

C'est lui qui conduira la délégation qui a négocié avec le FLN, pour l'instauration de la démocratie, après l'arrestation d'Aït Ahmed. S'ensuivront les années d'exil, à partir de 1965. «Des années vécues dans la douleur par ma mère, mes frères et mes sœurs, nous étions des pestiférés dans le pays pour l'indépendance duquel mon père a combattu», nous a encore confié, avec des trémolos dans la voix, son fils aîné, Bachir.

C'est de cette période d'exil en France que témoignera le chanteur Lounis Aït Mengullet qui a dit que Si l'Hafid lui a été d'un grand réconfort, lorsqu'à l'âge de 23 ans, il est arrivé en France, au début de sa carrière de chanteur.

«C'est grâce à lui et à son dynamisme que le FFS est maintenu en activité, en France.» M^e Mokrane Aït Larbi et Hirèche témoigneront aussi des qualités humaines et de l'attachement à la démocratie de l'ex-baroudeur de Takhlidjt Aït Atsou dont la mémoire a été saluée par de nombreuses personnalités politiques et le mouvement culturel berbère comme Saïd Saâdi, Djamal Zenati, Saïd Khelil et d'autres.

Signalons la présence du wali de Tizi-Ouzou aux funérailles de Yahya Abdelhafid qui vient de tirer sa révérence, au courant de la semaine dernière, à Paris, des suites d'une longue maladie.

S. Aït Mébarek